série de mesures restrictives. Il ne nous appartient pas de préjuger l'attitude que vont prendre, au point de vue de la demande d'autorisation, toutes ces familles religieuses traitées en ennemies et cependant si utiles à leur pays. Nous ne pouvons que faire des vœux, si elles croient devoir se soumettre à l'obligation à elles imposée, pour que les pouvoirs publics sachent se dégager de l'étroit esprit de secte et des préjugés anticléricaux, et accorder les autorisations les plus larges.

Les congrégations religieuses rendent, à l'intérieur, à une foule de titres, d'éminents services, mais que dirons-nous de ceux dont nous leur sommes redevables à l'étranger ? Dans la très belle discussion qui a eu lieu à la Chambre des députés et au Sénat, des orateurs, que la grandeur de leur sujet soutenait, ont raconté les grandes choses journalièrement accomplies, au dehors, par les religieux et les Sœurs, pour la plus grande gloire de la France ; et, M. le président du conseil lui-même n'a pas hésité à rendre hommage à l'action bienfaisante des congrégations à l'étranger. Pourra-t-il après cela ne pas soutenir devant les Chambres les demandes qui leur seront adressées, et le Parlement aura-t-il le triste courage de prendre des décisions antipatriotiques ? Si l'on coupe le tronc d'un arbre, les branches meurent, et ce serait une grande illusion de croire que les missions françaises pourront continuer à être telles si l'on ferme en France même les maisons qui les font vivre. Il ne semble pas possible qu'un gouvernement soit assez imprévoyant ou assez peu soucieux des intérêts et de la